

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2208

Edition du
11 juin 2018

DANS CE NUMÉRO

«Deal»: les mauvaises bonnes idées de Fernand Melgar (Sylvie Arsever)

Le cinéaste se trompe sur presque tout. Mais sa fureur doit nous inquiéter

Le fédéralisme, cache-sexe des bâtisseurs depuis 40 ans (René Longet)

L'initiative contre le mitage constitue une opportunité pour renforcer la protection des terres agricoles à l'échelle fédérale

Informatique en Suisse: le grand flou (Jacques Guyaz)

Des informaticiens, mais pour quoi faire?

Questionner la mondialisation (Jean-Pierre Ghelfi)

Le monde meilleur qui nous était promis n'est pas au rendez-vous

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

«Deal»: les mauvaises bonnes idées de Fernand Melgar

Le cinéaste se trompe sur presque tout. Mais sa fureur doit nous inquiéter

Sylvie Arsever - 10 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33297>

(Réd.) Cet article, écrit avant la publication jeudi 7 juin 2018 d'une [lettre ouverte](#) à Fernand Melgar signée par plus de 200 professionnels et étudiants du monde du cinéma et de [la réponse](#) de Melgar le lendemain, n'a pas pour objet les méthodes du cinéaste et n'entend pas porter de jugement éthique à son égard. En revanche, cet article s'inscrit en faux contre l'analyse que fait Melgar du problème de la drogue à Lausanne, et c'est bien ce problème plus général qu'il entend aborder.

Gagné! Une petite semaine après son [coup de gueule](#) largement médiatisé, Fernand Melgar peut se vanter d'avoir amené la Municipalité de Lausanne à résipiscence. Une présence policière ininterrompue sera instaurée dans six zones du centre-ville, dont celle où il habite, avec pour but affiché d'y décourager le trafic de rue. D'autres mesures auront pour ambition d'accentuer la pression sur acheteurs et vendeurs avec l'espoir que la scène ne se reformera pas ailleurs. Ou pas entièrement. Ou pas trop vite.

Rien de tout cela n'est vraiment nouveau. Les plans visant à débarrasser le centre lausannois des *dealers* – ou à rendre ces derniers moins visibles – se suivent et ne réussissent que très

partiellement depuis des années. Il n'en découle pas qu'il s'agisse d'un exercice vain: le *deal* et son impact sur l'espace public, comme l'analysait très pertinemment en 2012 déjà le regretté [Olivier Guéniat](#), constituent désormais le problème explosif susceptible de faire déraiper l'ensemble d'une politique des addictions au reste remarquablement raisonnable.

On pourrait s'en étonner: la [révolution tranquille](#) opérée à la fin du siècle dernier par la Suisse dans le domaine de la gestion des drogues semble étonnamment bien digérée. On prescrit de l'héroïne sans problème dans 21 villes suisses; les locaux d'injection présents dans huit d'entre elles suscitent certes parfois des frictions avec les riverains, mais sans dérapage notoire. L'ouverture toute prochaine de structures de ce type dans le canton de Vaud, résistant historique à la politique des quatre piliers, confirme cette évolution. Alors, si une approche raisonnable des problèmes d'addiction implique de renoncer au rêve d'un monde sans drogues, ne serait-il pas judicieux de renoncer aussi à celui d'un monde sans *dealers*?

Ce n'est bien sûr pas si simple. L'espace public, relevait le célèbre policier, est devenu un enjeu politique central, au

cœur des préoccupations sécuritaires. Et le *deal* de rue est perçu comme une invasion de cet espace. Au point de troubler parfois les esprits.

Questions de couleur

On a accusé Fernand Melgar de racisme. C'est certainement injuste. Il n'en demeure pas moins que la couleur de la peau des *dealers* joue, dans cette affaire, un rôle important. Car, finalement, d'où vient le malaise? Non pas tant de l'existence d'un marché de la cocaïne – personne ou presque n'est assez naïf pour croire qu'il n'en existe pas – mais du fait que ce marché ne prend même pas la peine de se cacher. Il dispute l'espace public aux honnêtes gens. Et toute la colère se déchaîne sur les vendeurs. Qui sont Africains.

De nombreuses études l'ont relevé: il existe une affinité marquée entre le danger imputé à un moment donné à un produit donné et le rapport qu'on peut lui attribuer avec l'étranger. L'opium représentait, dans les Etats-Unis de la fin du 19^e siècle, un péril jaune lié à l'immigration chinoise, la cocaïne et la marijuana seront assimilées aux Noirs, tandis que la première deviendra, dans la France de la Grande guerre, la *drogue des boches*. C'est chargée d'exotisme oriental

que l'héroïne - pourtant produite d'abord par une firme allemande - devient, à partir des années 1960, la drogue à abattre. Le cannabis enfin a perdu un peu de son aura néfaste lorsqu'il s'est transformé, sous la bêche de quelques cultivateurs valaisans et fribourgeois, en produit du terroir.

Le mariage est particulièrement pervers. Non seulement, étrangers visibles, les *dealers* africains violent d'autant plus manifestement la loi, mais les craintes qu'ils suscitent, entre xénophobie et phobie des drogues, s'alimentent et se renforcent mutuellement. Leur pouvoir maléfique enfle jusqu'à faire oublier qu'une fois partis, d'autres les remplaceraient inmanquablement.

Tout à son émotion, Fernand Melgar les soupçonne ainsi de propager le VIH. Et clame son angoisse pour la sécurité de ses enfants, que leur voisinage semble susceptible de transformer comme par magie en toxicomanes endurcis. Comme il l'écrit: «*Pour chaque adolescent mort d'overdose, la Municipalité de Lausanne ne devrait-elle pas être poursuivie pour homicide par négligence?*» Par la force des stéréotypes se trouve ressuscitée une image aussi ancienne que discréditée: tout le problème viendrait de l'offre de drogue, réputée irrésistible, et la responsabilité socio-sanitaire des autorités se résumerait à supprimer cette offre par tous les moyens. Simple. Et faux.

Bien sûr, un malheur peut toujours arriver, il en est arrivé un, terrible, aux anciens voisins de Fernand Melgar qui ont perdu leur fils d'une overdose. Bien sûr la préadolescence et l'adolescence sont des âges vulnérables, qui exigent une protection particulière. Bien sûr enfin, s'il n'y avait pas du tout de cocaïne sur le marché, personne ne risquerait de devenir dépendant de la cocaïne. Le malheur, c'est que ce «*si*» est de ceux avec lesquels on met Paris - ou Lausanne - en bouteille, mais qui ne permettent certainement pas une politique sérieuse.

Le pilier répressif en question

Un demi-siècle passé à tenter en vain, au niveau mondial, d'annihiler l'offre de drogue a produit, pour le dire en forme de litote, des résultats plus que modestes. C'est d'ailleurs, comme le développait le même Olivier Guéniat dans un autre [article](#), largement en conséquence de ces efforts qu'il existe désormais de prospères filières de cocaïne en provenance d'Afrique de l'Ouest. Les mesures annoncées permettront peut-être d'exclure le trafic de drogue des zones visées pendant un laps de temps défini. Mais pas de le supprimer durablement, même, restons modestes, sur l'ensemble du territoire lausannois. Du point de vue de la régulation de ce trafic, elles ont tout de l'emplâtre sur une jambe de bois.

Du point de vue de la pacification (temporaire) de l'espace public, elles ont un sens et d'autres villes suisses semblent avoir réussi, dans des contextes différents et avec des méthodes diversifiées, à éviter durablement la formation de scènes du *deal* dans leur centre. Reste la question du coût de ces politiques, notamment en termes de dangerosité des produits vendus - puisqu'il est acquis qu'elles n'en font pas diminuer la quantité.

Dans le [premier article](#) cité, Olivier Guéniat plaide pour une refonte de la politique de répression des drogues. Accès régulé au cannabis pour les consommateurs majeurs avec encadrement non répressif des mineurs - on y viendra presque certainement - et, pour la cocaïne, combinaison d'une prise en charge médicale pour les consommateurs les plus *accros*, d'une éventuelle distribution contrôlée et d'une répression accrue visant le trafic résiduel sur la voie publique.

Le second chapitre - celui qui concerne la *coke* - est bien sûr le plus délicat. Conscient des réticences d'une grande majorité du corps médical face à une prescription de cocaïne comparable à celle pratiquée pour les opiacés, le criminologue s'interrogeait sur une possible substitution par l'héroïne. Sans rien affirmer d'autre toutefois qu'une préoccupation et la conscience d'une urgence: le modèle actuel - et notamment la place toujours concédée au pilier

répressif - est en crise. Il faut donc le repenser.

Le psychodrame lausannois confirme cette urgence. Parce que c'est bien, à terme, l'ensemble de la politique

suisse des addictions qui pourrait se trouver menacée. Et parce que, si les individus ne sauraient être tous suspectés de racisme, le climat dans lequel aura enflé la controverse est, lui, clairement raciste, porteur qu'on le veuille ou non

d'une légitimation des contrôles au faciès, de mesures musclées visant une partie bien définie de la population et, comme on en discerne déjà, hélas, quelques exemples, de bavures.

Le fédéralisme, cache-sexe des bâtisseurs depuis 40 ans

L'initiative contre le mitage constitue une opportunité pour renforcer la protection des terres agricoles à l'échelle fédérale

René Longet - 05 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33279>

Le Conseil national débat de l'[initiative contre le mitage](#) du territoire au cours de la présente session parlementaire ([DP 2141](#)). Déposée en 2016 par les Jeunes Verts, elle met en lumière la véritable cause des lacunes dans la mise en œuvre des beaux principes de la législation sur l'aménagement du territoire ([LAT](#)): le manque de fermeté et de volonté politique des cantons et des communes chargés de l'application de cette législation.

L'idée originelle consistant à attribuer de fortes compétences à la Confédération se révèle aujourd'hui pertinente. Elle a d'ailleurs fait ses preuves en matière de gestion de l'eau, de la forêt ou encore de l'environnement. Mais il a fallu 50 ans de gaspillage de sol pour en faire la démonstration.

Car à la fin des années 70, après de fortes tensions entre

tenants d'une conception très individualiste du droit de propriété et partisans d'une gestion du territoire intégrant l'intérêt collectif, c'est une LAT très accommodante qui est enfin adoptée. Elle fixe au moins les règles d'attribution du sol aux différentes fonctions, agricoles, industrielles, d'habitat, d'infrastructures et de loisirs.

Des principes qui n'empêchent pas le grignotage du sol

Pourtant, le galvaudage du sol se poursuit. La réduction des zones à bâtir surdimensionnées n'est toujours pas terminée et, malgré l'objectif clairement exprimé de promouvoir l'habitat groupé ([art. 1](#)), la dispersion pavillonnaire continue de progresser. Ce dernier quart de siècle, les surfaces consacrées à l'habitat et aux infrastructures ont progressé plus rapidement que

la croissance de la population. Certes, l'évolution aurait été probablement pire encore sans cette législation. Mais cette dernière n'a pas permis de concrétiser les objectifs insuffisamment contraignants qu'on lui avait assignés.

On comprend les motifs des Jeunes Verts. Leur initiative veut conditionner la création de nouvelles zones à bâtir au retour d'une superficie équivalente en zone agricole. Il s'agit donc de geler les zones à bâtir et, précise le texte de l'initiative, de promouvoir en échange la densification des zones à bâtir existantes. Une densification qui, à l'évidence, ne pourra pas se poursuivre indéfiniment.

La faiblesse de l'initiative et l'occasion manquée des autorités

Dans son [Message](#) aux Chambres, le Conseil fédéral

n'a pas manqué de relever le défaut principal du texte. Le gel indifférencié des zones à bâtir procure un avantage indu aux cantons et communes disposant de surfaces surdimensionnées. Alors que les collectivités ayant fait un usage mesuré du sol, conformément aux objectifs de la LAT, verraient se restreindre leurs possibilités de développement.

Le Conseil fédéral, tout comme le Conseil des Etats, en rejetant ce texte sans contre-projet, n'a pas saisi l'occasion de proposer une stratégie plus fine tenant

compte de la diversité des situations. Par exemple en liant tout classement en zone à bâtir à l'obligation d'une densité élevée d'habitat; en interdisant toute forme d'urbanisation pavillonnaire ou encore en supprimant les droits à bâtir d'une zone manifestement surdimensionnée.

La solution des initiants manque sans doute de nuance. Mais le refus d'entrer en matière des autorités également.

Le Conseil national va sans

doute confirmer ce rejet. L'argument fédéraliste – le refus d'attribuer des compétences accrues à la Confédération – va une fois de plus servir de cache-sexe aux intérêts particuliers et à court terme.

La prochaine révision de la LAT programmée pour 2020 sera-t-elle l'occasion d'assurer une protection effective des terres agricoles, comme l'a par exemple décidé le [peuple zurichois](#) en 2012? Et de sortir enfin de l'ornière un fédéralisme qui a eu ses chances et ne les a pas saisies?

Informatique en Suisse: le grand flou

Des informaticiens, mais pour quoi faire?

Jacques Guyaz - 07 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33290>

La suppression par [Nestlé](#) de 500 postes dans l'informatique en Suisse romande suscite des réactions très contrastées.

[Xavier Comtesse](#), l'ancien directeur romand d'Avenir Suisse, prétend en gros qu'il en va de la responsabilité de... Patrick Aebischer. Lorsqu'il présidait l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, celui-ci aurait eu tort de l'orienter vers les sciences de la vie, peu présentes dans la région lémanique, alors que l'EPFZ a choisi de former beaucoup d'ingénieurs en informatique. Ainsi la région zurichoise a pu, selon lui, attirer Google et Facebook. D'autres, comme

[Eduardo Sanchez](#), professeur à la Haute école d'ingénierie et de gestion d'Yverdon, ne partagent pas cette analyse et considèrent que la Suisse romande dispose de toutes les compétences nécessaires.

Les professions du numérique sont totalement déterritorialisées. Un informaticien muni d'un sac à dos contenant un ordinateur portable, un chargeur et un adaptateur peut travailler de n'importe quel point du globe disposant d'une bonne connexion à Internet. Les données peuvent être stockées n'importe où. Il est bien sûr nécessaire de créer un biotope

professionnel, un lieu sécurisé où les professionnels d'une entreprise se rencontrent pour de vrai, peuvent échanger en face à face et non pas à travers un écran. Mais il n'existe pour cela aucun avantage national, aucune localisation privilégiée.

La Suisse doit-elle se plaindre du départ des services informatiques des grandes entreprises? Remarquons que l'externalisation des activités de gestion de base des entreprises, telles que la comptabilité, la facturation, etc., existe depuis une trentaine d'années, essentiellement en Inde à travers des sociétés comme

[Tata Consultancy Services](#), présente à Nyon depuis les années 80. Nestlé n'a pas communiqué le type de travaux qui vont être délocalisés à Barcelone. Il s'agit sans doute des activités touchant davantage le cœur du métier de la société, car elles vont rester à l'intérieur de l'entreprise et ne sont pas sous-traitées à une société de services.

Nous pouvons imaginer que les travaux les plus sensibles, ceux qui nécessitent une forte protection des données resteront en Suisse. Les grandes sociétés se dirigent sans doute vers un modèle d'activités numériques à trois échelons.

Les travaux de base sont sous-traités dans des pays à bas coûts disposant d'excellents professionnels dont l'Inde reste le modèle. Les activités plus complexes et plus sensibles comme la gestion des marques, les orientations commerciales ou les chaînes de création de la valeur restent dans la société, mais sont exécutées dans des pays où les salaires sont plus bas. Une garantie de stabilité politique et juridique à long terme est bien sûr nécessaire.

Le [Portugal](#) a beaucoup misé sur ce triple atout: stabilité politique, salaires modérés et professionnels de qualité. Nestlé va à Barcelone comme les banques françaises sont allées à Lisbonne. Le cœur stratégique des grandes sociétés restera lui dans le pays du siège social avec toutes les garanties nécessaires de sécurité.

Dans le domaine de la cybersécurité, l'image de la Suisse comme pays très sûr constitue un atout certain. Les entreprises comme Kudelski qui cherchent à occuper ce créneau y trouvent un environnement favorable. La position de la Suisse comme place importante dans le domaine du stockage et de la sécurité des données est d'ailleurs soulignée dans la [stratégie numérique](#) du Conseil fédéral.

L'avenir de l'économie du numérique en Suisse reste très flou et entouré de beaucoup de questions. Si Google, Facebook et d'autres se sont implantés à Zurich, est-ce en raison de la qualité des ingénieurs formés à l'EPFZ? Il paraît que l'on manque d'informaticiens en Suisse, mais pour faire quoi exactement? Notre économie

repose sur des productions de haut vol dans la pharmacie, les sciences de la vie, l'horlogerie, la mécanique, la banque, avec un contenu numérique de plus en plus important. Mais les experts dont nos entreprises ont besoin correspondent-ils aux formations dispensées dans nos hautes écoles? Nous n'avons pas trouvé de réponses à ces questions.

Bientôt le métier d'informaticien n'existera plus. Un créateur de jeux vidéo, un spécialiste en cybersécurité et un expert en robotique ont peu de choses en commun. La différenciation sera de plus en plus importante. Notre pays a besoin de professionnels dans les domaines les plus complexes, ceux qui peuvent apporter la plus forte valeur ajoutée à notre économie. Dans cette perspective, dire que nous manquons d'informaticiens n'a pas beaucoup de sens, pas plus que de regretter le départ à l'étranger d'activités administratives de grandes entreprises.

A condition bien sûr que le suivi, la formation et le reclassement du personnel touché soient assurés.

Questionner la mondialisation

Le monde meilleur qui nous était promis n'est pas au rendez-vous

Jean-Pierre Ghelfi - 06 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33285>

Commencerait-on à pouvoir apprécier les conséquences de la mondialisation de l'économie? Les échanges commerciaux, figés durant la deuxième guerre mondiale, ont été relancés en 1947 avec la création du [Gatt](#) (General agreement on tariffs and trade = Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). La chute du mur de Berlin (1989) et la fin de la guerre froide ont donné un nouvel élan aux échanges en 1996, dans le cadre de l'[Organisation mondiale du commerce](#) (OMC), à laquelle participe la très grande majorité des pays.

Il y a moins de 25 ans, un large consensus existait sur l'idée qu'une ouverture généralisée des frontières au commerce international constituait une avancée majeure dans la consolidation d'un monde pacifié et plus prospère. La Suisse comptait parmi ses plus chauds partisans. Un petit pays qui vit de ses exportations serait nécessairement gagnant. Il avait aussi le devoir d'y participer puisqu'il accueillait le siège du Gatt, puis celui de l'OMC.

Les sceptiques étaient en revanche qualifiés de protectionnistes attardés qui ne comprenaient rien à la marche du monde et aux bienfaits du libre-échange. Pourtant on ne peut pas dire, avec [Suzanne Berger](#), que la

première mondialisation intervenue entre 1870 et 1914 ait été une grande réussite.

Mais voilà! Comme souvent dans la vie, on peut partir d'un bon sentiment, avec un projet porteur d'avenir, sans voir ou savoir que le chemin deviendrait beaucoup plus compliqué et moins radieux qu'on ne l'imaginait. La mondialisation a pris en effet une dimension et une extension qui justifient un examen critique et une interrogation sur ses tenants et aboutissants.

Les effets d'annonce

Sans prétendre à l'objectivité ni surtout à l'exhaustivité, voyons ce que cet examen pourrait nous apprendre.

Quelles sont les caractéristiques actuelles de l'économie mondialisée? Le creusement des inégalités ne cesse de s'accroître. Les nationalismes redressent la tête et prennent à revers des décennies d'extension progressive du libre-échange. Présentée comme la démonstration ultime de l'efficacité des marchés concurrentiels et de la spécialisation des pays dans les domaines où ils disposent (ou disposeraient) d'un avantage comparatif, la mondialisation se heurte à un scepticisme croissant.

Schématiquement, la mondialisation a favorisé la constitution d'entreprises multinationales. Elles font travailler les gens là où ils sont le moins payés. Elles offrent leurs produits et leurs services dans les pays où le pouvoir d'achat est le plus élevé. Elles paient leurs impôts dans ceux où ils sont les plus avantageux — d'où une concurrence mortifère au moins-disant fiscal.

La situation est peut-être bien pire. Les inégalités n'affectent pas seulement les personnes à l'intérieur de la plupart des pays, mais aussi les pays entre eux. Le «*marché*» non seulement ne parvient pas à impulser un développement effectif des plus pauvres, mais il les maintient en outre dans une situation de dépendance. Les multinationales parviennent à accéder aux matières premières dont elles ont besoin. Elles n'hésitent pas à l'occasion à corrompre des régimes qui exploitent et laissent exploiter leurs populations. Si tel n'était pas le cas, croit-on que nous verrions des millions de personnes en provenance d'Afrique et du Proche-Orient émigrer, ou vouloir émigrer en Europe?

La mondialisation apporte aussi une contribution significative à l'accumulation des pollutions de toutes natures qui étouffent progressivement la planète.

Tous les pays, ou presque, ont signé l'Accord de Paris sur le climat (2015). Mais aucun (sinon lequel?) ne prend sérieusement les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés — une augmentation de la température du globe n'excédant pas 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Seuls les effets d'annonce sont à la hauteur des enjeux, donnant l'illusion de politiques volontaristes!

Faibles hausses des salaires

La Suisse ne se trouve pas dans une position différente. Les multinationales qui y sont implantées n'hésitent pas non plus à délocaliser leur production si tel est leur intérêt. Notre pays s'est parfaitement formaté aux règles de ce système. Ni meilleur ni moins bon, jouant sur ses particularités pour se différencier et s'efforcer de tirer son épingle du jeu. Si besoin, il traîne les pieds aussi longtemps et lourdement que possible pour retarder l'application de nouvelles règles internationales de transparence et de respect des droits sociaux élaborées par l'OCDE ou l'UE.

La question se pose donc de savoir si, dans le processus de mondialisation de l'économie, des marchés concurrentiels, ceux de la finance en particulier, peuvent fonctionner de manière satisfaisante pour permettre d'améliorer effectivement les conditions de vie des gens. Eu

égard à tous les avantages annoncés par la libéralisation de l'économie, la réponse devrait être affirmative. Or elle ne l'est pas.

Le paradoxe est en effet que, depuis le tournant du siècle, le chômage ne se résorbe pas et les hausses de salaire, quand il y en a, sont les plus faibles depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Dans le même temps, les multinationales réalisent des profits considérables, offrent des rémunérations à sept ou huit chiffres à leurs dirigeants et distribuent des dividendes toujours plus substantiels à leurs actionnaires.

Dira-t-on que cette appréciation est biaisée par la crise de 2008 dont les conséquences ne seraient pas encore entièrement résorbées? Cette objection vaut peut-être en partie en Europe. Mais pas ou moins dans les autres continents.

La difficulté de savoir ce qui se passe vraiment réside dans le fait que l'économie n'a pas grand-chose de scientifique. Elle est une science humaine qui tente de comprendre le fonctionnement réel d'un processus qui se modifie en continu. D'assez longues périodes sont nécessaires pour qu'apparaissent les effets cumulés des changements dont elle est le siège. Avec les incertitudes et les approximations qui en découlent.

Pour émettre des considérations pertinentes, il

importe de s'intéresser aux attitudes des êtres humains. Le modèle standard de l'économie libérale part de l'idée que les gens adoptent des comportements rationnels qui visent à maximiser leur intérêt personnel. Ce n'est pourtant là qu'un versant de leur attitude. L'autre est qu'ils ont également une morale, une éthique, le sens de l'équité et de la solidarité, et même qu'ils savent faire preuve d'un peu d'altruisme — problématique qui a été abondamment analysée par [Amartya Sen](#).

La mondialisation flatte les aspects égoïstes des être humains, mais frustre leurs penchants altruistes. Cette ambiguïté provoque une tension qui peut devenir insupportable, au propre comme au figuré, pour les gens «ordinaires». Certains s'en libèrent en soutenant les mouvements nationalistes ou populistes, en rejetant les élites et les experts qui leur avaient annoncé un monde meilleur qui n'est pas au rendez-vous. Ils peuvent même avoir le sentiment que c'est l'inverse qui se produit: plus l'économie se mondialise, plus les puissants deviennent riches, immensément riches, moins les revenus du travail progressent.

Le creusement des inégalités ne se réduit pas à un phénomène statistique. C'est une réalité d'autant plus durement ressentie que le processus de mondialisation a tendance à exacerber plutôt qu'à résorber ces excès.

(A suivre)

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Monnaie pleine: l'Anglais vote pour Winkelried

Donc [Martin Wolf](#), chroniqueur réputé du *Financial Times*, espère que les Suisses vont approuver l'initiative «*Vollgeld*»: c'est une expérience qui vaut d'être tentée, il faut bien que quelqu'un prenne le risque, écrit-il. On a envie de lui répondre: «*Messieurs les Anglais, tirez les premiers!*» | *Jean-Pierre Ghelfi (09.06.2018)*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

«Deal»: les mauvaises bonnes idées de Fernand Melgar

<https://www.letemps.ch/opinions/lettre-ouverte-fernand-melgar-propos-deal-rue-lausanne>

<https://www.facebook.com/fernand.melgar/posts/10214426442389417>

<https://www.facebook.com/fernand.melgar/posts/10214315857184856>

<https://www.grea.ch/publications/1pour-preserver-la-securite-dans-lespace-public-il-va-falloir-abandonner-le-modele-de>

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/aktuell/news/news5.html>

<https://blogs.letemps.ch/olivier-gueniat/2016/05/29/les-secrets-des-mafias-ouest-africaines-de-la-cocaine/>

<https://www.grea.ch/publications/1pour-preserver-la-securite-dans-lespace-public-il-va-falloir-abandonner-le-modele-de>

Le fédéralisme, cache-sexe des bâtisseurs depuis 40 ans

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis461t.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/30250>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19790171/index.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19790171/index.html#a1>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2017/6405.pdf>

<http://www.vlp-aspan.ch/fr/actualite/le-tribunal-federal-soutient-linitiative-zurichoise-concernant-les-terres-cultivables>

Informatique en Suisse: le grand flou

<https://www.rts.ch/info/economie/9605371-nestle-pourrait-supprimer-jusqu-a-500-emplois-dans-l-informatique.html>

<https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/les-emplois-delocalises-par-nestle-interrogent-la-competitivite-du-secteur?id=9589961&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

<https://www.rts.ch/play/radio/forum/audio/les-emplois-delocalises-par-nestle-interrogent-la-competitivite-du-secteur?id=9589961&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

<https://www.tcs.com/>

https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/02/21/le-credit-agricole-transfere-une-partie-de-son-informatique-au-portugal_5260185_3234.html

<https://www.bakom.admin.ch/bakom/fr/page-daccueil/suisse-numerique-et-internet/strategie-suisse-numerique/strategie.html>

Questionner la mondialisation

https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_g%C3%A9n%C3%A9ral_sur_les_tarifs_douaniers_et_le_commerce

https://www.wto.org/french/thewto_f/history_f/history_f.htm

<http://www.melchior.fr/lecture/notre-premiere-mondialisation-lecons-dun-echec-oublie>

<http://www.nybooks.com/articles/2009/03/26/capitalism-beyond-the-crisis/>

Expresso

<https://www.ft.com/content/d27b000e-6810-11e8-8cf3-0c230fa67aec>